NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

62 Nº 3 1935

La tragédie de l'église évangélique (3)

Pierre DELATTRE

p. 253 - 267

https://www.nrt.be/es/articulos/la-tragedie-de-l-eglise-evangelique-3-3509

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

LA TRAGÉDIE
DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE

(suite)

VI. Un dictateur laïc

En ce milieu de septembre 1934 où les Chrétiens allemands se disposent à solenniser enfin l'intronisation de l'évêque d'empire, la situation de Müller, leur créature, apparaît en réalité, en dépit de ses allures dictatoriales, moins solide que jamais. Non seulement les divergences de vues s'aggravent à son sujet dans les hautes sphères gouvernementales, mais un affront retentissant vient de lui être infligé par le Congrès œcuménique des églises protestantes siégeant à Copenhague. Le ministre de l'Intérieur, Dr Frick, ayant, le 17 août, rendu à l'Union confessionnelle la liberté de discussion en matière religieuse, celle-ci était revenue aussitôt sur la décision de ne point se faire représenter au congrès par respect pour les lois du pays. Elle y avait même délégué un des pasteurs les plus connus pour leur caractère, leur esprit religieux, leur fidélité à l'église luthérienne : le pasteur Asmussen, d'Altona. De son côté, le gouvernement central de l'Église se faisant représenter par une délégation que conduisait l'évêque Heckel, directeur des Affaires étrangères de l'église allemande évangélique, ni Müller, ni Jäger ne doutaient que Heckel serait choisi par le Congrès comme représentant des églises d'Allemagne dans le Conseil œcuménique. Il n'en avait pourtant pas été ainsi. A l'évêque Heckel le Congrès avait préféré le président de l'Union confessionnelle, et, comme substitut du Dr Koch, admis dans le Conseil supérieur le pasteur Asmussen. On ne pouvait marquer plus clairement de quel côté le Congrès œcuménique des églises protestantes considérait qu'était l'église allemande évangélique. De cet acte, **l'Union confessionnelle avait aussitôt tiré les conséquences,**

et, invitée par le directeur de la presse évangélique de Hollande, le Dr van der Waart Smit, à une conférence en tiers avec les Chrétiens-allemands et le gouvernement central ecclésiastique, elle s'y était obstinément refusée. Ayant perdu toute confiance en la loyauté et la valeur religieuse de ses adversaires, elle était, après comme avant, résolue à n'admettre aucun compromis. Le même état d'esprit prévalant dans l'entourage de Müller, il fallait s'attendre à des hostilités sans merci.

Le samedi 15 septembre, prétextant toujours les « détournements d'argent » commis par l'évêque et le synode de Wurtemberg, — malgré les justifications abondamment fournies par les services financiers de l'église, — Müller et Jäger déposent par décret l'évêque Wurm, et lui substituent, avec le titre de Commissaire épiscopal, le curé de la ville d'Eibingen. De nouveau, Wurm refuse d'obéir. Le 17, il se justifie auprès du ministre président de Wurtemberg, Mergenthaler, par un mémoire précis où il met à nu la politique anticonstitutionnelle, tortueuse, déloyale, de l'évêque d'empire à l'égard de l'église de Wurtemberg depuis le 9 décembre 1933. Cet acte posé, il enjoint à tous les pasteurs et employés d'église de ne reconnaître aucune autre autorité que la sienne, de n'obéir à aucun décret qui ne porte sa signature, de ne remettre aucun livre et de ne faire aucun versement entre les mains du Commissaire ecclésiastique ou de ses représentants. A peine la mesure dont l'évêque est victime parvient-elle à la connaissance du public que les démonstrations en sa faveur commencent. Tandis que le Conseil des Frères se concerte dans une petite ville de l'Allemagne du sud, des assemblées populaires protestent avec énergie contre les violences faites à l'église en la personne de son chef. Le dimanche, les curés renouvellent en chaire leur profession de loyalisme envers l'évêque de Wurtemberg. A Munich, synode, clergé, fidèles prennent également fait et cause pour l'évêque Wurm. Comme on attend là aussi d'heure en heure la nouvelle que l'évêque de Bavière est également déposé, une manifestation grandiose est organisée, le lundi 17, dans l'église Saint-Matthieu de Munich. Un pasteur donne lecture

à la foule d'une résolution prise par le clergé évangélique de Munich ; il soutiendra jusqu'au bout la cause de Meiser et de Wurm ; vendredi 21, expire le délai imparti pour la prestation du serment imposé par le synode national : aucun pasteur ne le prêtera. Un cortège se forme alors qui entraîne vers le palais épiscopal plusieurs milliers de personnes. Meiser dès qu'il paraît au balcon est acclamé. Au *Deutschland über alles* succède le *Horst Wessellied*, chant national du parti hitlérien. Les manifestants se rendent ensuite devant la *Maison Brune*, quartier général du parti national-socialiste. Comme Jäger a laissé échapper que l'unification des églises protestantes n'est qu'un premier pas vers la fusion de l'église évangélique et de l'église catholique, toute la sympathie des catholiques va aux manifestants. Le vicaire d'empire, général von Epp, catholique pratiquant, ne dissimule pas son inclination pour Meiser. A Nuremberg et à Augsburg, des manifestations de même caractère font écho à celles de Munich. Rarement il est apparu aussi clairement que la lutte entre le gouvernement central de l'Église et l'Union confessionnelle n'a rien de politique : qu'elle est exclusivement une révolte des consciences.

Le mercredi 19 septembre, le ministère bavarois publie une déclaration : « Partisan d'une organisation ecclésiastique unique, s'il s'est, jusqu'à présent, abstenu de mêler le gouvernement à une affaire — *où seules des questions dogmatiques sont en jeu* — il n'en réclame pas moins du gouvernement de l'église d'empire le respect des confessions ». De la *Maison Brune* aussi bien que du ministère régional et du vicariat d'empire partent pour Berlin des messages qui conseillent vivement au chancelier d'intervenir. Mais à la chancellerie d'empire comme au siège du gouvernement central de l'église, les esprits sont loin de voir les choses sous le même angle que « derrière la ligne du Main ». Le vendredi 21 septembre, à l'heure même où s'ouvre à Berlin l'assemblée générale des Chrétiens allemands, la presse publie une réponse du *Reichsführer* Hitler au *Mémoire* de 151 pages dans lequel l'Union confessionnelle lui a exposé ses points de vue et ses cas de conscience. Le chancelier se range sans réserve

aux côtés du gouvernement central de l'église évangélique, et, contrairement aux « Conclusions » du Dr Flohr, conseiller au Tribunal d'empire, il sanctionne les incorporations d'églises à l'église d'empire. Un long cri de triomphe accueille dans le camp des Chrétiens allemands ce document qui transporte dans le domaine politique tout refus de prêter le serment requis par le gouvernement de l'église. Deux jours durant, les 21 et 22 septembre, l'assemblée générale se déroule dans une atmosphère de victoire, et, le dimanche 23, le Dr Jäger, entouré, adulé, accompagne en triomphateur Müller qui, au palais de la Chambre des seigneurs de Prusse d'abord, à la cathédrale ensuite, prend enfin juridiquement possession de sa haute dignité. Solennel et rayonnant, l'évêque d'empire rend maintenant grâces à Dieu et au Christ, et, de la chaire qui lui a été dressée sur le parvis du Dôme, il se félicite que, dans sa propre personne, l'Allemagne entière puisse enfin contempler « son Église allemande évangélique unique ».

Par quelles décisions le Conseil des Frères allait-il répondre à la manifestation du chancelier? C'est ce que, en ces jours d'angoisses, partout mais surtout en Bavière, Wurtemberg, Hanovre, pasteurs et conseillers d'églises se demandent. Résolus à suivre les directives que leur apportera un messager de confiance, ils n'en redoutent pas moins les conséquences d'un refus de serment. L'attente n'est heureusement pas longue. Dès le samedi soir 22, la réponse parvient à tous les presbytères : le Conseil des Frères tient bon, et la protestation qu'il adresse aux communautés réprouve une fois de plus « un gouvernement central qui... prépare l'avènement d'une religion mixte nordique — chrétienne... En face de l'hérésie la lutte est inévitable ». Et le dimanche 23, tandis que, dans la cathédrale de Berlin, Müller pontifie joyeusement, dans toute l'Allemagne, 6.000 curés évangéliques sur 16.000 lisent du haut de la chaire la profession de foi libératrice de l'Union confessionnelle. Cette fois c'est bien « une guerre de religion » qui commence.

Le vendredi 28 septembre, cinq jours après la clôture du congrès des Chrétiens allemands et l'intronisation du pontife

suprême de l'Église allemande évangélique, une loi du gouvernement central de l'église paraît, qui ramène l'église de Wurtemberg au rang de diocèse dans l'église d'empire, lui impose la même organisation qu'aux autres églises assimilées, et place provisoirement à sa tête un commissaire ecclésiastique originaire de Prusse orientale. Comme évidemment l'église de Wurtemberg n'acceptera pas sans protester ces décisions, le ministre de la Propagande, Dr Gœbbels, interdit en même temps à toute la presse de publier quoi que ce soit concernant le conflit éventuel. A l'évêque Wurm, aussi bien qu'aux conseillers d'églises, il n'est plus possible de se défendre : rien n'arrête donc désormais le flot des calomnies par lequel, stylée par Jäger, la minorité chrétienne allemande, travaille à les déconsidérer. Le mercredi 3 octobre, un second décret dissout l'ancien synode et la commission ecclésiastique qui persistent à tenir pour l'évêque Wurm, et, sur des ordres venus de Berlin, la police d'État interdit aux partisans de l'Union confessionnelle l'accès de toutes les salles où pourraient se tenir des réunions publiques. A ces premières attaques, clergé et fidèles répondent par une résistance passive. Sur 49 doyens, 40 suivent l'exemple donné par les quatre dignitaires les plus élevés de l'église, et refusent le serment. Aux commissaires ecclésiastiques, toutes les correspondances officielles sont retournées, non ouvertes, avec la mention « refusé » ; des révocations qu'ils adressent par voie télégraphique, aucun membre du clergé ne tient compte. Malgré les efforts de la police, partout des listes de protestations circulent qui se couvrent de milliers de signatures. Le jeudi 4 octobre, à 3 h. de l'après midi, dans la plus grande église de Stuttgart, 900 pasteurs participent ensemble à la Cène sous la présidence de l'évêque Wurm.

Sur toute l'étendue du Wurtemberg, il est maintenant légitime de parler de Kulturkampf. Stimulant la police et les organisations du parti national-socialiste, l'évêque d'empire et son vicaire général Engelke parcourent la province. Magnifiant « le Führer, sauveur de l'Allemagne rongée par le marxisme et le bolchévisme », ils stigmatisent un clergé « qui n'a pas encore

trouvé le chemin qui mène à Adolf Hitler ». Devant des assemblées populaires extrêmement hétéroclites, Müller, qui, quelques jours plus tôt, flétrissait à Hanovre « ces gens qui rejettent le paragraphe aryen sous prétexte que Jésus lui-même était juif, et oublient que l'église du Christ n'a triomphé qu'après de durs combats », déclare ici hautement que « si l'église évangélique ne se soumet pas d'elle-même, comme l'État, à l'expérience nationale-socialiste, c'en sera bientôt fait de l'évangélisme lui-même ». L'entrée des églises et des sacristies est maintenant interdite aux doyens et pasteurs qui n'ont pas prêté le serment. Sous prétexte d'assurer leur sécurité, on arrête les curés les plus populaires ou la police les garde à vue dans leur demeure. Le samedi 6, par ordre du ministre de l'Intérieur de Wurtemberg, l'évêque Wurm et les principaux membres des Conseils ecclésiastiques dissous sont mis aux arrêts de rigueur. Perquisitions et visites domiciliaires se prolongent très tard dans la nuit. A l'interdiction de sortir de chez eux sont jointes, sous menace des peines les plus graves, celles de recevoir aucune visite, d'écrire aucune lettre, d'exercer dans leur intérieur aucune fonction du culte. Dans presque toutes les paroisses, les offices religieux du dimanche 7 octobre donnent lieu à des interventions arbitraires, parfois scandaleuses. Les fidèles se rassemblent alors devant les portes fermées des églises ou des presbytères pour y chanter en plein air des hymnes et des cantiques. Les curés suspendus, traqués jusque chez eux par la police, ne peuvent même plus donner aux enfants des leçons privées de religion. Peine perdue, évêque, doyens, pasteurs, laïcs, presque personne ne se laisse intimider et partout, en dépit des difficultés, les pasteurs *réussissent, le dimanche 7 octobre, à donner lecture aux communautés* d'une lettre pastorale où, dans un style familier à l'apôtre saint Paul, l'évêque Wurm les conjure de rester fermes dans la foi. Malgré les entraves multipliées par les agents nationaux-socialistes et la police, le plébiscite s'achève : en réponse à la question posée par Wurm : s'ils approuvent sa

conduite et tiendront avec lui jusqu'au bout? 80 % des pasteurs ont répondu *oui* ; 6 % seulement *non*.

Le Wurtemberg ainsi exécuté, il fallait s'attendre à ce que des mesures analogues fussent sous peu prises contre la Bavière. Synode et évêque y étaient préparés et, dans l'hôtel des services ecclésiastiques de Munich, des membres du Conseil supérieur se tenaient en permanence. Le mercredi 10 octobre, Jäger juge l'heure venue de donner de sa personne. Le jeudi, il débarque à Munich à la tête d'un véritable corps expéditionnaire et tout aussitôt s'empare, comme d'assaut, de l'hôtel ecclésiastique. Aux conseillers, qui s'efforcent d'arrêter le flot des envahisseurs, le dictateur riposte d'un ton de commandement « qu'il est temps de mettre un terme à leur rébellion ». Toutes les issues occupées par ses gens, les employés subalternes contraints par la violence d'exécuter ses ordres, les chefs de service consignés provisoirement sous la surveillance de la police, le Dr Jäger révoque sur place, en bloc, les conseillers d'église qui protestent contre des méthodes aussi étrangères aux habitudes ecclésiastiques. A tous il donne maintenant lecture d'un décret qui partage la Bavière en deux diocèses et place la Franconie, avec Nuremberg pour siège épiscopal, sous l'autorité d'un commissaire épiscopal de sa suite. Meiser, consigné dans son palais sous la surveillance de la police, n'a pu être témoin de cette scène. Tout aussitôt pourtant, dans l'ignorance de ce qui se passe au dehors, il fait prévenir un Conseil des Frères, que, en toute éventualité, on a par avance constitué, de prendre en mains le gouvernement de l'église. La première pensée du Conseil est de décréter le lendemain, vendredi 12, « jour de prières et de pénitence » et de convoquer le peuple croyant dans les églises. Devant les autels recouverts d'une parure de deuil, les curés renouvellent à haute voix la promesse de fidélité qu'ils ont faite à l'évêque le jour de l'ordination. Meiser lui-même paraît à l'église Saint-Matthieu qui déborde de monde. Il achève à peine son discours par ces paroles : « Je reste ce que je suis et je ne remettrai à personne la charge qui m'a été confiée », que l'auditoire éclate : « Tenez bon, Meiser, tenez bon... » Et

jusque dans la rue où l'auto qui l'emporte a peine à se frayer un passage, les acclamations le poursuivent : « Courage, Meiser; tenez bon; nous ne vous laisserons pas arrêter... » Le soir même Meiser est révoqué et, comme Wurm, placé aux arrêts de rigueur sous la surveillance de la police.

Alors, en même temps que sur toute l'étendue de la Bavière la police multiplie contre le clergé et les communautés fidèles à l'évêque, les mêmes mesures de Kulturkampf qu'en Wurtemberg, un mouvement de résistance des plus actifs se développe sous l'impulsion du Conseil des Frères. Le samedi 13 octobre, la faculté de théologie d'Erlangen adresse au vicaire d'empire, le général von Epp, une vigoureuse protestation contre « les violences faites à l'église de Bavière par un gouvernement central qui semble ne connaître ni la mission de l'Église du Christ ni les principes sur lesquels elle est fondée ». Le dimanche 14 octobre, dans toutes les églises de Bavière, les curés, après avoir renouvelé une fois de plus les promesses de leur ordination, lisent, en dépit des interdictions de la police, une déclaration du Conseil des Frères qui rejette en termes violents le gouvernement Müller-Jäger. A Ansbach, le doyen Korn éteint l'un après l'autre, devant la communauté muette d'émotion, les cierges de l'autel qu'il brise en accompagnant le geste de ces paroles : « Que Dieu mette en pièces une église qui rompt ainsi avec l'évangile ». De toutes parts, les commissaires épiscopaux se heurtent comme en Wurtemberg à la résistance passive. Repoussés où ils se présentent, ils retrouvent sur leur bureau avis et correspondances portant la mention « refusé ». A Munich, des centaines de nationaux-socialistes arborant l'insigne d'or se font inscrire à la *Maison Brune*. En termes véhéments, ils se plaignent de l'indiscipline qui règne dans le parti et rappellent la réponse faite, le 19 septembre, au doyen d'Esslingen par Rudolf Hess, délégué général du parti : « Au nom du chancelier Hitler, il désapprouve formellement toute intervention du parti dans un conflit qui n'a rien de politique mais est au plus haut degré d'ordre spirituel ». Cependant, comme, le vendredi 21, Hitler en personne a déclaré

au conseil de l'Union confessionnelle « qu'il approuve le gouvernement central ecclésiastique et légalise tous ses décrets », on est, dans le parti même, des plus perplexe sur la conduite à suivre. Le vicaire d'empire, général von Epp, part pour Berlin. Dans une entrevue qui ne dure pas moins de deux heures, il expose au chancelier que vingt pasteurs à peine en Bavière, contre 1.400, suivent l'évêque d'empire; que tout le pays est soulevé, que le parti se déconsidère... et il essaie d'ébranler le chancelier, de le décider à intervenir. Si grande est à Berlin la confusion dans les idées qu'on se fait sur le conflit que von Epp doit repartir sans avoir rien obtenu. Il est à peine rentré qu'une députation se présente chez lui. Au nom de 60.000 paysans de Franconie, elle réclame énergiquement du Statthalter comme elle a fait du ministre président Siebert et des ministres de la Justice et des Cultes, la réintégration de Meiser dans ses fonctions d'évêque de Bavière, l'annulation de tous les décrets signés Müller ou Jäger, la liberté entière pour tous les pasteurs.

Qu'on jette maintenant un regard sur l'ensemble de l'Allemagne, la situation apparaît partout aussi violente. En Prusse orientale, toute l'activité de l'Union confessionnelle est placée sous la surveillance de la police, ses réunions interdites, ses imprimés saisis, ses pasteurs révoqués. En Rhénanie, Silésie, Poméranie, les mesures sont moins sévères, mais l'opposition n'en est guère plus libre. A Dusseldorf par exemple, où 42.000 personnes sont accourues de tous les coins des pays rhénans et westphaliens pour entendre discourir, dans la grande salle des machines de Derendorf, le Dr Koch et l'évêque Wurm, sur « l'heure décisive de l'église allemande évangélique », le préfet de police retire la parole aux orateurs au moment même où ils montent sur l'estrade. En Hanovre seulement, où l'évêque Mahrarens conserve toute son influence, ainsi qu'en Westphalie où l'église confessionnelle fonctionne sans tenir compte d'aucune interdiction politique, le gouvernement d'empire laisse l'opposition relativement tranquille. Partout au reste, celle-ci s'exprime dans les mêmes termes : « Nous

comprenons fort bien le désir de constituer dans l'empire une grande église évangélique; mais ce doit être une église, non pas une organisation politique de combat. Le maître dans l'Église chrétienne doit rester Jésus-Christ, non pas Hitler... Que la paix soit encore possible ? Peut-être, mais à condition que disparaisse le Dr Jäger, dont les aspirations vers une église nationale, fusion des deux églises évangélique et catholique, sont maintenant trop connues ».

L'heure approchait cependant où le Führer allait être contraint de sortir de sa réserve. Il avait entendu, pour réaliser l'idée de Luther, doter l'Allemagne d'une église allemande évangélique unique et forte. La dynamique des principes nationaux-socialistes voulait maintenant que, de plus en plus, cette église tendit à devenir une église nationale où, en marge de Rome, fusionneraient évangélisme et catholicisme. Plus sûrs d'eux-mêmes et d'ailleurs moins immédiatement menacés, les catholiques se préparaient de pied ferme à ce nouveau Kulturkampf. Trop divisés, sans attaches solides au dehors de l'empire, les luthériens et les calvinistes s'en effrayaient davantage. Croyant au Christ, ils voyaient dans cette perspective, non seulement la ruine de l'œuvre des réformateurs du XVIe siècle, mais encore, à n'en pas douter, l'effondrement prochain de l'Allemagne dans un paganisme à qui déjà le Deutsche Glaubensbewegung préparait ses cadres. D'ici là, des milliers d'âmes, avides de conserver leur foi dans le Christ, auraient déserté l'église allemande évangélique pour se réfugier dans l'église catholique, et cette dernière perspective n'était pas pour adoucir leur amertume.

Ébranlés par ces arguments, beaucoup de Chrétiens allemands et de nationaux-socialistes l'étaient encore plus par la déconsidération que jetaient sur le mouvement et sur le parti les procédés dont usait le Dr Jäger à l'égard de l'église. Dans l'Allemagne du sud surtout, la contradiction était flagrante entre les déclarations multipliées par le Führer et le ministre de l'Intérieur Frick, et la réalité des faits. Partout, à l'appel de Müller et de Jäger, les instances inférieures du Parti mettaient

en mouvement l'appareil officiel. Qu'on s'en tînt seulement aux directives de von Detten, chef de la Division culturelle du parti, contresignées le 19 septembre par Rudolph Hess, parlant au nom du Chancelier, et en moins de quinze jours, pensaient-ils, la paix serait rétablie dans l'Église. — Malheureusement ce n'était nulle part le cas, et la responsabilité en incombait à un seul homme, le Dr Jäger. Quoi de surprenant d'ailleurs ? Jäger n'était-il pas dans le parti un ouvrier de la dernière heure, inscrit seulement depuis 1933 ? et son collaborateur le plus actif, encore membre en 1932 de la Socialdémocratie ? Dans le camp des Chrétiens allemands surtout, les gens d'église ne cachaient plus leur émotion de voir introduire dans l'église allemande évangélique des méthodes de gouvernement aussi scandaleuses, et ce n'était plus un secret qu'entre le Dr Kinder, chef du mouvement des Chrétiens allemands, et le Dr Jäger, la tension s'exaspérait. A Jäger, Kinder reprochait ouvertement de n'avoir pas l'esprit chrétien allemand et de tout compromettre par ses méthodes provocatrices. Aux vieux combattants du national socialisme et du mouvement chrétien allemand, répétait-il, il appartient de reprendre en main l'évolution du pays : Jäger devait se retirer. Tout ainsi convergeait à ébranler la situation personnelle du Rechtswalter. L'amitié personnelle qui unissait l'évêque d'empire, Müller, au chancelier Hitler expliquait l'obstination de celui-ci à se prononcer contre l'opposition; mais que l'Union confessionnelle, modifiant sa tactique, concentrât toutes ses attaques contre Jäger, il était certain qu'elle trouverait des alliés dans les sphères influentes du Parti national-socialiste aussi bien que parmi les personnalités de premier plan du mouvement chrétien allemand. Dans l'entourage même du chancelier, un drame se jouait donc. Pour échapper encore au public, il ne s'en hâtait pas moins vers son dénouement.

Le vendredi 19 octobre, réunis à Berlin-Dahlem, trente délégués célèbrent le second synode de l'Union confessionnelle. Ecclésiastiques ou juristes, tous les initiateurs du mouvement : Koch, Fiedler, Flohr, Niemöller, Asmussen, sont là. Le conseil œcuménique des églises protestantes, soucieux de

marquer à quel degré les églises anglaises, suédoises, danoises, suisses, sympathisent avec l'Union confessionnelle s'est fait représenter par un de ses membres le Dr Köchlin, curé de Bâle. Deux jours durant, le synode délibère. Ouvertes le vendredi matin à 10 heures, les sessions se prolongent très tard dans la nuit. Les délégués, séparés à trois heures du matin, se remettent au travail à 8 heures, et ils le poursuivent sans arrêt jusque cinq heures du soir. De ces discussions sort un document d'une exceptionnelle gravité. Sans rompre ouvertement avec l'église d'empire, car l'Union confessionnelle accepte le principe d'une Église allemande évangélique unie, il revendique pour l'Union confessionnelle le droit exclusif de représenter cette église, requiert tous les croyants de ne plus reconnaître le gouvernement central ecclésiastique de Müller et Jäger, et précise, avec une absolue clarté, les motifs de plaintes comme les exigences de l'Église. Le soir même, le document est remis entre les mains du chancelier au moment où, avec Rudolph Hess, il entre en conversation précisément sur la situation religieuse.

Le lendemain, dimanche 21 octobre, le Dr Koch tire, sans attendre, les conséquences des décisions du synode. Assisté des pasteurs Niemöller et Müller, il donne lecture, dans la nouvelle église de Dahlem, du document qui déclare « *l'église en détresse* » et il procède à l'ordination de cinq jeunes pasteurs. Dans plusieurs églises de Berlin lecture est également donnée du document qui rapidement se répand à travers tout l'empire. Ce même dimanche, à Munich, Stuttgart, Nuremberg, les manifestations hostiles au gouvernement de l'église se renouvellent. A Munich, dans l'église Saint-Matthieu où se pressent plus de 2.000 personnes, une délégation venue de Nuremberg apporte la garantie que la Franconie reste fidèle à Meiser, qu'elle n'admet pas la division du pays en deux diocèses. L'office achevé, apprenant que l'absence de l'évêque Meiser s'explique par l'interdiction de la police de quitter le palais épiscopal, 600 personnes s'y transportent. Dans la cour intérieure, un très jeune pasteur prend l'initiative d'une fonction religieuse. De son balcon, Meiser y assiste et remercie. A Nuremberg,

l'opposition marque plus violemment encore son mécontentement. Toutes les églises s'étant fermées devant lui, le commissaire épiscopal Sommerer avait fini par découvrir, pour y célébrer l'office dominical, une petite chapelle. Lorsqu'il y arrive le dimanche, elle est, depuis une demi-heure, occupée par des adhérents de l'Union confessionnelle : un pasteur est en chaire. Incertain de la conduite qu'il va suivre, le commissaire épiscopal sort. Aussitôt les portes sont, de l'intérieur, fermées derrière lui. Réduit à célébrer sur le parvis les louanges du Seigneur, l'infortuné n'a pas même l'avantage d'achever en paix sa prédication que troublent les lazzis. A Stuttgart où l'évêque Wurm est toujours aux arrêts de rigueur, la foule afflue le 21 comme le dimanche 14 sur la petite place où se dresse le palais épiscopal. L'une après l'autre, les paroisses de la ville et des faubourgs défilent en cortège, s'arrêtent pour chanter quelques chorals, acclament leur évêque, et repartent. Le dimanche 21 octobre, plus de 5.000 évangéliques sont rassemblés là. Les chants religieux terminés, un pasteur ouvre la Bible. A peine a-t-il lu quelques versets que des policiers l'arrêtent et l'emmènent. Du haut du balcon, l'évêque adresse alors quelques paroles à la foule qui l'acclame. Le Pater noster récité à haute voix, les manifestants se dirigent en masse vers le commissariat de police. Sommés de cesser leurs chants, photographiés des fenêtres du poste, ils continuent, bien que six pasteurs soient successivement arrêtés sous leurs yeux.

Une semaine cependant s'ouvre maintenant dans laquelle de graves décisions vont s'imposer au gouvernement d'empire. Le synode national du 9 août exigeant de tout fonctionnaire de l'église allemande évangélique le serment au Reichsführer, il avait été décidé que, dans le courant du mois qui suivrait son intronisation, l'évêque d'empire Müller s'acquitterait de ce devoir. Vers le milieu d'octobre, l'opinion étrangère prenant occasion des événements de Wurtemberg et de Bavière pour mener contre le régime une campagne de dénigrement, le chancelier décide de recevoir sans délai le serment de l'évêque d'empire. Il affirmera ainsi de nouveau, non seulement sa

volonté de doter l'Allemagne d'une église grande et forte, mais encore la confiance absolue qu'il place dans ce but en l'évêque Müller. La prestation est donc fixée au samedi 20 octobre. Or soudain, une rage de dent empêche le Führer de parler et il faut rejeter la cérémonie au mardi 23. Coïncidant, le dimanche 21 avec la remise, la veille au soir, du document synodal au chancelier, la nouvelle qu'une assemblée de tous les *Gauleiter*, préfets régionaux du parti, est convoquée à Berlin le samedi 27, pour délibérer sur l'attitude à prendre en face du conflit, confirme l'espoir que le délai ainsi apporté à la prestation du serment annonce la disgrâce de Müller. Le lundi 22 cependant on apprend que le gouvernement mande, pour le jeudi 25, tous les évêques, à l'exception de Wurm et de Meiser, au palais de la présidence à Berlin. Dans une réception solennelle, Hitler veut, dit-on, se déclarer officiellement pour l'évêque d'empire contre l'opposition.

Que dans la coulisse cependant le drame touche à la tragédie on ne l'ignore plus. Le mardi 23, Jäger peut lancer une proclamation qui s'achève par cet appel où, d'un mot, les théologiens se voient rappelés à leur vraie mission : « La nouvelle maison de l'église est construite. Théologiens, messagers de l'évangile, au front! ». On sait que le Dr Weber, membre influent du gouvernement central de l'église, aussi bien que le Dr Kinder, chef des Chrétiens allemands, ne veulent plus entendre parler de collaborer avec Jäger. La journée du 23 s'écoule sans que le chancelier reçoive l'évêque Müller pour la prestation du serment, et de part et d'autre on attend celle du jeudi dans une anxiété croissante. A Dortmund cependant, Koch, président de l'Union confessionnelle ordonne des pasteurs... tandis que, dans l'attente de la réunion des Gauleiter, la Direction du parti national socialiste lance une circulaire qui impose à tous, sous peine de sanctions graves, quelles que soient les opinions personnelles, la neutralité absolue dans le conflit ecclésiastique. Pratiquement, c'est retirer au gouvernement de l'église l'appui de la police d'état ainsi que celle du parti : c'est désarmer Jäger.

A son tour le jeudi 25 se lève puis se couche, sans que le chancelier — toujours souffrant des dents — ait reçu l'évêque d'empire ni remis cette fois la cérémonie à aucune date précise. Évêques et commissaires épiscopaux, réunis en concile national sous la présidence de l'évêque Müller, échangent, dit-on, leurs vues sur la situation présente de l'église, mais naturellement les commentaires vont leur train. Soudain, le vendredi soir 26 octobre, à l'improviste, le ministère ecclésiastique publie la lettre suivante adressée par Jäger à l'évêque d'empire : « La tâche qui m'avait été confiée de donner à l'église allemande évangélique son organisation extérieure est achevée en principe. Comme je vous l'ai fait pressentir depuis quelque temps, l'heure a sonné pour moi de me retirer. Je remets donc entre vos mains mon poste et mes fonctions. Ma conviction est que l'achèvement de l'œuvre exige maintenant une collaboration active du pays. Je vous conseille de vous appuyer pour ce faire sur un Conseil restreint d'évêques qui vous aideront dans un esprit de paix. J'espère, et je vous souhaite de réussir pour le bien du peuple allemand ».

Ce « Conseil restreint d'évêques » Jäger, naturellement, l'a formé lui-même... Trois jours encore, et le chancelier, en présence du ministre de l'Intérieur, Dr Frick, en recevra un autre : Mahrarens de Hanovre, Meiser de Bavière, Wurm de Wurtemberg. Lui-même, dit-on, a exprimé le désir de s'entretenir avec eux. Ce geste du Reichsführer va-t-il préparer une réconciliation entre le gouvernement central de l'église et l'Union confessionnelle, ouvrir pour l'église allemande évangélique une ère de paix et de collaboration féconde ? Il faudrait au chancelier, pour s'en flatter, une connaissance bien superficielle du mal fait aux âmes depuis un an.

(A suivre)

Enghien. PIERRE DELATTRE, S. I.